

Liberté de circulation !

Réfugié-e-s vous êtes les bienvenu-e-s !

La photo d'un enfant de trois ans, Aylan, retrouvé mort sur une plage de Turquie, est devenue emblématique du sort fait aux réfugié-e-s. Elle a soulevé l'émotion. Mais depuis, la situation intolérable faite aux réfugié-e-s se poursuit et s'aggrave, tandis que les barrages policiers, les murs et barbelés se déploient aux portes et à l'intérieur de l'Europe.

Les migrant-e-s ne viennent pas par plaisir ou pour s'enrichir sur notre dos. **Ils fuient la guerre et la misère** largement provoquées par les politiques des gouvernements occidentaux, dont la France, qui consistent à piller les richesses et à faire la guerre en Afrique et au Moyen-Orient.

Alors l'émotion et l'indignation ne suffiront pas. Il faut des actes !

Il est plus que temps que tous les ému-e-s et les indigné-e-s descendent dans la rue aux côtés des sans-papiers et des réfugié-e-s pour imposer aux gouvernements européens **l'ouverture des frontières, la liberté de circulation**, pour qu'il n'y ait plus d'autres Aylan, plus de morts au fond de la Méditerranée, dans des camions frigorifiques ou électrocutés dans le tunnel sous la Manche.

Nous refusons que l'on "trie" les immigré-e-s selon les pays d'origine ou les "causes" de leur exil. Nous sommes solidaires de tous, ceux de Syrie comme ceux d'Afrique ou d'Asie.

Il faut abroger les accords de Dublin qui obligent les migrant-e-s à faire leur demande d'asile dans le pays de leur premier enregistrement.

Il faut également des papiers pour tous les réfugié-e-s, pour tous les sans papiers et leur donner les moyens de s'installer et de travailler en Europe s'ils le souhaitent.

Il faut mettre fin à Frontex, abroger les lois qui entravent la liberté de circulation et permettent de multiplier les expulsions, fermer les centres de rétention administrative. Les budgets consacrés à la chasse aux migrant-e-s doivent être consacrés à les accueillir.

À Lyon comme ailleurs, on peut loger celles et ceux qui en ont besoin, en mettant déjà à disposition les logements vides appartenant aux pouvoirs publics (*voir au verso*).

C'est pourquoi, nous appelons à :

Manifestation jeudi 15 octobre

à 18h30, place des Terreaux à Lyon

Alwane, Collectif unitaire Lyon-69 avec la révolution populaire syrienne, Comité d'Information pour une Syrie Libre et Démocratique, Émancipation Lyon-69, ENSEMBLE!, LDH Rhône, L'insurgé, Nouveau Parti Anticapitaliste, OCML-VP, PCF 69, RESF 69, UJFP, Union Pour le Communisme,...

Un pays où le gouvernement entrave la liberté de circulation, multiplie les lois contre les immigré-e-s et expulse les sans papiers, ne peut être libre :

ce sont toutes les libertés, les libertés de tous qui sont menacées.

Contre les propagandes mensongères, quelques faits.

La France terre d'asile ?

Le gouvernement français annonce fièrement qu'il va recevoir 24 000 réfugié-e-s en deux ans (qui s'ajouteraient aux 9 000 annoncés en juillet). Mais 60 000 demandes d'asile sont déjà prévues cette année pour la France : va-t-on donc refuser la majorité d'entre elles ?

L'Allemagne a d'ores et déjà accueilli des centaines de milliers de réfugié-e-s en quelques semaines. Le petit Liban abrite plus d'un million de réfugié-e-s syriens. Or, en France, il y a les moyens et les lieux pour accueillir les réfugié-e-s.

C'est au gouvernement et aux diverses collectivités de prendre en charge ces réfugié-e-s. Et si cela ne suffisait pas, c'est au gouvernement de prendre des mesures exceptionnelles d'accueil.

Il faut réquisitionner les logements vides : un logement décent pour toutes et tous! Dans l'agglomération lyonnaise, par exemple, **l'ancienne caserne de gendarmerie située à Bron doit être mise à disposition** : près du périphérique, route de Genas, trois immeubles contiennent plusieurs centaines d'appartements vacants !

Réfugié-e-s syriens : une situation emblématique

Depuis le début de l'été, les Syriens constituent une part importante des réfugié-e-s arrivant en Europe. Les médias focalisent sur la barbarie de Daesch. La réalité, c'est que c'est d'abord la terreur organisée depuis plus de quatre ans par le régime de Bachar al-Assad (responsable de l'immense majorité des crimes) que fuient les Syriennes et les Syriens : plus de 4 millions, cinq peut être, se sont réfugiés en Turquie, en Jordanie, et au Liban. 5 millions d'autres sont déplacés à l'intérieur de la Syrie.

La France, terre des libertés ?

Durant l'été, le gouvernement a fait voter de nouvelles lois sur le droit d'asile, et sur le droit des immigré-e-s (en première lecture). On pourra accélérer les procédures d'expulsion. Il est aussi prévu l'obligation pour les travailleurs et travailleuses des écoles, hôpitaux, etc... de transmettre les "informations" nécessaires au contrôle des étrangers : la délation obligatoire.

Pendant l'accueil de quelques uns, la répression et les expulsions continuent. Les contrôles de police et les expulsions se poursuivent, voire s'accroissent.

Ainsi, à Lyon, un jeune qui avait fui la guerre civile en Côte d'Ivoire à l'âge de 17 ans a été expulsé le 13 septembre. Et on continue d'emprisonner les jeunes mineurs étrangers isolés suspectés d'être majeurs.